



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
de la réglementation et
des libertés publiques

Bureau de la citoyenneté

Affaire suivie par :
Patricia Doose
Tél : 03 20 30 59 28

patricia.doose@nord.gouv.fr

Lille, le **21 MARS 2017**

à

Mesdames et Messieurs les
maires du département du Nord

en communication à

Madame et Messieurs les sous-
préfets d'arrondissement

Objet : Élection du Président de la République des 23 avril et 7 mai 2017
Liste des candidats – 1^{er} tour.

P.J. : 1

Je vous informe que la décision n° 2017-165 du Conseil constitutionnel du 18 mars 2017 arrêtant la liste des candidats à l'élection présidentielle est parue au Journal officiel du 21 mars 2017.

Je vous prie d'en trouver ci-joint une copie.

Dès à présent, il vous revient d'apposer cette décision sur tous les emplacements d'affichage administratif habituels de votre commune.

Par ailleurs, je vous rappelle que vous êtes chargés d'aménager les emplacements d'affichage prescrits par les articles L 51 et R28 du Code électoral en fonction du nombre de candidats, pour l'ouverture de la campagne électorale qui débutera le lundi 10 avril 2017 à zéro heure. Ces emplacements sont attribués dans l'ordre de la liste des candidats établie par le Conseil constitutionnel.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information éventuel.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général adjoint

Olivier GINEZ

Election du Président de la République

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision n° 2017-165 PDR du 18 mars 2017

NOR : CSCX1708873S

(LISTE DES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE)

Le Conseil constitutionnel,

Au vu des textes suivants :

- la Constitution, notamment ses articles 6, 7 et 58 ;
- l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, notamment son article 30 ;
- les articles 3 et 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;
- les articles du code électoral rendus applicables à l'élection du Président de la République, notamment ses articles L. 2, L. 5, L. 6, L. 9, L. 45, LO 127, LO 135-1, L. 199 et L. 200 ;
- le décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi du 6 novembre 1962 mentionnée ci-dessus ;
- le décret n° 2017-223 du 24 février 2017 portant convocation des électeurs pour l'élection du Président de la République ;
- la décision du Conseil constitutionnel n° 2016-135 ORGA du 8 septembre 2016 relative à la détermination par tirage au sort de l'ordre de la liste des candidats à l'élection du Président de la République et aux modalités de publication du nom et de la qualité des citoyens qui présentent des candidats à l'élection du Président de la République ;
- les décisions du Conseil constitutionnel n° 2017-158 PDR du 1^{er} mars 2017, n° 2017-159 PDR du 3 mars 2017, n° 2017-160 PDR du 7 mars 2017, n° 2017-161 PDR du 10 mars 2017, n° 2017-162 PDR du 14 mars 2017 et n° 2017-164 PDR du 18 mars 2017 ayant arrêté les listes des citoyens habilités ayant présenté des candidats à l'élection du Président de la République ;

Ayant examiné les formulaires de présentation qui lui ont été adressés à partir du 24 février 2017 et qui lui sont parvenus au plus tard le 17 mars 2017 à dix-huit heures, conformément à l'article 3 de la loi du 6 novembre 1962 mentionnée ci-dessus et à l'article 2 du décret du 8 mars 2001 mentionné ci-dessus ;

Après s'être assuré de la régularité des candidatures et du consentement des candidats, avoir constaté le dépôt du pli scellé exigé pour leur déclaration de situation patrimoniale et avoir reçu leur engagement, en cas d'élection, de déposer une nouvelle déclaration deux mois au plus tôt et un mois au plus tard avant l'expiration du mandat ou, en cas de démission, dans un délai d'un mois après celle-ci,

Décide :

Art. 1^{er}. – La liste des candidats à l'élection du Président de la République, dont l'ordre a été établi par voie de tirage au sort, est arrêtée comme suit :

- M. Nicolas DUPONT-AIGNAN ;
- Mme Marine LE PEN ;
- M. Emmanuel MACRON ;
- M. Benoît HAMON ;
- Mme Nathalie ARTHAUD ;
- M. Philippe POUTOU ;
- M. Jacques CHEMINADE ;
- M. Jean LASSALLE ;
- M. Jean-Luc MÉLENCHON ;
- M. François ASSELINEAU ;
- M. François FILLON.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* et notifiée, par les soins du Gouvernement, aux représentants de l'Etat en Nouvelle-Calédonie et dans les départements et collectivités d'outre-mer et aux ambassadeurs et aux chefs de postes consulaires.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 18 mars 2017, où siégeaient : M. Laurent FABIUS, Président, Mmes Claire BAZY MALAURIE, Nicole BELLOUBET, MM. Michel CHARASSE, Jean-Jacques HYEST, Lionel JOSPIN, Mmes Corinne LUQUIENS, Nicole MAESTRACCI et M. Michel PINAULT.

Rendu public le 18 mars 2017.